



CHAPITRE 148

Loi concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales dans le village de Maniwaki et une taxe d'éducation dans la municipalité scolaire de Maniwaki

[Sanctionnée le 6 février 1958]

CHAPTER 148

An Act to authorize the imposition of a sales tax for municipal purposes in the village of Maniwaki and an education tax in the school municipality of Maniwaki

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que La corporation du village de Maniwaki et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration du village de Maniwaki que des pouvoirs soient accordés à la corporation dudit village aux fins de lui permettre d'imposer une taxe de vente de deux pour cent dans les limites de sa municipalité, dans ledit comté de Gatineau;

Que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, ont besoin de revenus supplémentaires pour rencontrer les exigences de leurs écoles et de leur administration et qu'il est devenu nécessaire d'augmenter lesdits revenus;

Qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe de vente autorisée.

1. Le conseil du village de Maniwaki ou la corporation municipale qui lui succédera est autorisé à décréter et imposer, à compter du premier janvier 1958, par résolution, un impôt spécial de deux pour cent, dite taxe de vente, de même nature,

Preamble

WHEREAS The corporation of the village of Maniwaki and The school commissioners for the municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau, have, by their petition, represented:

That it is in the interest of the ratepayers and of the good administration of the village of Maniwaki that power be granted to the corporation of the said village to enable it to impose a sales tax of two per cent within the limits of its municipality, in the said county of Gatineau;

That The school commissioners for the municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau, need additional revenues to meet the requirements of their schools and of their administration and it has become necessary to increase the said revenues;

That it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Sales tax authorized.

1. The council of the village of Maniwaki, or the municipal corporation that shall succeed it is authorized to order and impose, by resolution, from and after the first of January, 1958 a special tax of two per cent, called sales taxes, of the

établi sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujet aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88 and its amendments).

Biens affectés.

2. Cette taxe sera prélevée sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites de la municipalité du village de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, ou de la future municipalité qui lui succédera.

2. The said tax shall be levied on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased within the limits of the municipality of the village of Maniwaki, in the county of Gatineau, or of the future municipality that shall succeed it. Property affected.

Prélèvement et perception.

3. La corporation du village de Maniwaki ou la corporation municipale qui lui succédera est autorisée à prélever et à percevoir des personnes résidant ou faisant affaires dans le territoire mentionné à l'article 2 une taxe d'usage ou de consommation sur tous biens mobiliers apportés dans ledit territoire pour usage ou consommation, par elles-mêmes. Cette taxe est du même montant que si cette personne avait acheté ledit bien dans le territoire. Elle doit, dès que le bien est apporté dans le territoire assujéti, en faire rapport à La corporation du village de Maniwaki en lui transmettant ou en produisant la facture d'achat, avec tous renseignements que cette dernière pourra exiger, et payer en même temps à cette dernière le montant de la taxe susdite.

3. The corporation of the village of Maniwaki, or the municipal corporation that shall succeed it, is authorized to levy and to collect from the persons residing or carrying on business within the territory mentioned in section 2, a use or consumption tax on any moveable property brought into the said territory for use or consumption, by such persons. Such tax shall be of the same amount as if such person had bought the said property in the territory. As soon as such property is brought into the territory subject to such tax, such person shall report thereon to The corporation of the village of Maniwaki, transmitting or producing to the latter the invoice and such information as the corporation may require, and pay at the same time, to such corporation, the amount of the aforesaid tax. Levy and collection.

Idem.

4. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps et de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et exemptions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

4. The said tax shall be levied and collected at the same time and in the same way, upon the same conditions and with the same sanctions and exemptions as the tax collected under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*. Idem.

Conventions autorisées.

5. La corporation du village de Maniwaki ou la corporation municipale qui lui succédera est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe

5. The corporation of the village of Maniwaki, or the municipal corporation that shall succeed it, is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the col- Agreements authorized.

dont l'imposition est permise par la présente loi.

lection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Droits trans-
portés.

6. Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de La corporation du village de Maniwaki et ses successeurs concernant la perception de ladite taxe de vente et les poursuites pour infractions à la présente loi.

6. Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the corporation of the village of Maniwaki and its successors respecting the collection of the said sales tax and proceedings for infringement of this act.

Rights trans-
ferred.

Disposi-
tions ap-
plicables.

7. L'article 28 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), est déclaré applicable, *mutatis mutandis*, à ladite taxe de vente que pourront, si elles le désirent, imposer la corporation du village de Maniwaki ou ses successeurs en vertu de la présente loi.

7. Section 28 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), is declared applicable, *mutatis mutandis*, to the said sales tax which the corporation of the village of Maniwaki or its successors may, if they so desire, impose under this act.

Provisions to apply.

Taxe d'é-
ducation
autorisée.

8. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, peuvent, par résolution, imposer et prélever, à compter du premier janvier 1958 inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites de la municipalité scolaire de Maniwaki, dans le comté de Gatineau.

8. The school commissioners for the municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau, may, by resolution, impose and levy, from the first of January, 1958 inclusively, in addition to any other tax, a special tax of one per cent, called education tax, of the same nature and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased within the limits of the school municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau.

Education tax au-
thorized.

Prélève-
ment et
percep-
tion.

9. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 et ses amendements, des Statuts refondus de Québec 1941, *mutatis mutandis*.

9. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*.

Levy and collection.

Conven-
tions au-
torisées.

10. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

10. The school commissioners for the municipality of Maniwaki are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments au-
thorized.

Stipulation.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Stipulation.

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.

Rights transferred.

Dispositions applicables.

11. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

11. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Provisions to apply.

Partage.

12. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, et La commission scolaire protestante du territoire assujetti à cet impôt en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

12. The annual revenue derived from the said tax shall be shared between The school commissioners for the municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau, and the Protestant school board of the territory subject to such tax, in the proportion of the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, respectively, residing in the territory common to each of the school corporations concerned, such as fixed by the census provided for in section 285 of the Education Act. In case of differences of opinion in this respect the Superintendent of Education shall decide in the last resort.

Partition.

Entrée en vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.